

# Non ! Le rôle des partis socialistes n'est pas la régression sociale !

Après les accords sur la scission de BHV et sur la refonte de la Loi spéciale de Financement, dans un climat devenu soudainement « constructif », le formateur PS Elio Di Rupo s'apprête à boucler sa mission en prenant la tête d'un gouvernement dont l'objectif essentiel est de « rassurer les marchés ». Au nom de la réduction de la dette, l'accord gouvernemental portera sur un plan d'économies de 22 milliards à l'horizon 2015.

## Autrement dit, le futur gouvernement nous promet un recul social comme on ne l'a jamais connu.

Et pour le faire passer, les négociateurs et leurs relais vont jouer à fond la menace du chaos (éclatement du pays, élections,...).

L'objectif des 22 milliards en 2015, dicté par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, signifie une remise en cause de tous nos droits.

Sont sur la table des réductions du budget en soins de santé, des réductions d'emplois dans la fonction publique, une diminution des allocations de chômage et des allocations sociales.

On prévoit une nouvelle attaque contre le régime des prépensions, la fin de la pension anticipée à 60 ans, un nouveau calcul des pensions des agents statutaires des services publics, une diminution des pensions dans le privé via le calcul de la carrière et des périodes assimilées. On veut laisser périr le 1<sup>er</sup> pilier des pensions par répartition et on veut pousser à la généralisation des pensions du 2<sup>ème</sup> pilier par capitalisation.

Et à ces mesures, ils en ajouteront d'autres pour nous faire payer la facture du sauvetage de l'euro ou de la crise financière si l'euro explose. C'est le modèle social belge qui est voué au démantèlement avec cette politique.

## Ils préparent un monde de misère pour les travailleurs et sans avenir pour les jeunes.

Les accords engrangés vont organiser la scission de pans importants de la Sécurité sociale : les allocations familiales, une partie de la politique de santé, une partie des réductions de cotisations sociales (au nom de la politique de l'emploi !). Et quoiqu'on dise, la fiscalité est largement régionalisée, via 30% de l'impôt sur les personnes physiques. La future loi spéciale de financement ne fera qu'exacerber la division entre les régions et donc entre les travailleurs.

Ces accords sont à l'opposé de ce que la FGTVB a toujours répété depuis 2007, et notamment dans sa motion du congrès fédéral du 3 juin 2010, dans laquelle elle se prononçait « **pour le caractère fédéral d'une sécurité sociale forte non privatisée** » et « **pour le caractère fédéral d'une fiscalité juste et équitable pour assurer un financement adéquat de services publics renforcés** ».

Le Comité Unité – Eenheidscomité, qui s'est constitué en 2007 sur la base d'un appel affirmant la défense de l'unité fédérale de la FGTVB-ABVV et de toutes les organisations syndicales, et la défense des conquêtes sociales fédérales (sécurité sociale, conventions collectives, droit du travail, etc.) contre toute tentative de les régionaliser, réaffirme aujourd'hui :

- La sécurité sociale, dont le paiement des allocations de chômage, la santé, les allocations familiales et les pensions, doit rester du ressort de l'Etat fédéral !
- Les conventions collectives de travail des secteurs doivent rester nationales !
- Le même droit du travail doit s'appliquer à tous les travailleurs du pays !

## Remettre en cause l'unité fédérale de nos conquêtes, c'est chercher à nous affaiblir !

# Les travailleurs sont en droit de dire : nous ne céderons pas nos droits sociaux pour les spéculateurs !

On veut nous faire croire qu'il faut renoncer à nos droits sociaux - déjà rognés année après année depuis 35 ans de crise - pour la réduction de la dette. La dette publique n'est pas une catastrophe naturelle, c'est le mécanisme artificiel que le capital met en place pour piller les travailleurs. Il ne faut pas céder à la propagande : la spéculation sur les dettes publiques, c'est le nouveau moyen trouvé par les montagnes de capitaux excédentaires pour garantir leurs profits, parce que l'économie réelle de la production ne leur en rapporte plus assez. Ils mettent en place des stratégies pour vampiriser les conditions d'existence du monde du travail, en Belgique, en Europe et ailleurs dans le monde.

Nous sommes en droit d'exiger :

- La dette publique n'est pas la nôtre, nous n'acceptons aucun consensus explicite ou de fait pour la réduction des déficits
- Les syndicats doivent être indépendants des gouvernements et de l'Union européenne ; refus de l'appel aux organisations syndicales pour qu'elles s'associent à la politique de démantèlement
- Retrait des plans antisociaux

# Les travailleurs sont en droit de dire aux Partis socialistes : nous vous avons élus pour nous protéger contre la crise, pas pour nous y enfoncer !

Les deux partis socialistes se préparent à participer à un gouvernement qui a comme programme une austérité sans précédent. Ils semblent même prêts à céder aux exigences des partis de droite sur sa composition. Le mandat qu'ils ont reçu de leurs électeurs est à l'opposé de cette politique. La droite, elle, a besoin que ces partis, qui parlent au nom des travailleurs, se mouillent en première ligne, parce que cela brouille les cartes et cela permet de diviser les rangs des travailleurs. C'est pour cette raison que le Comité Unité – Eenheidscomité estime qu'il est indispensable de faire respecter le mandat donné par les travailleurs qui ont fait du PS et du SPa la première famille politique du pays.

Respecter ce mandat, c'est être aux côtés des travailleurs qui vont se battre demain pour la défense acharnée de leurs acquis, c'est leur ouvrir une issue. Le devoir du PS et du SPa, c'est de refuser de prendre en charge la politique de régression sociale.

**Oui, le rôle de la FGTB est de mobiliser massivement pour faire échec aux plans d'austérité !**

Comme l'affirmait la motion de son congrès fédéral du 3 juin 2010 : « **Tous les responsables politiques doivent savoir que tout ce qui mettrait en danger ces conquêtes sociales entrainerait immédiatement une riposte syndicale massive.** ». Aujourd'hui, la responsabilité des dirigeants de la FGTB est d'organiser cette riposte massive.

*Déclaration du Comité Unité – Eenheidscomité adoptée le 29 septembre 2011.*